



www.germivoire.net

**REVUE SCIENTIFIQUE DE LITTÉRATURE
DES LANGUES ET DES SCIENCES SOCIALES**



2/2015

Directeur de publication:

Paul N'guessan-Béchié
Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan-Cocody

Editeur:

ALLABA Djama Ignace
Université Alassane Ouattara - Bouaké

Comité de Rédaction:

Diaby Brahim (Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan-Cocody)
Allaba Djama Ignace (Université Alassane Ouattara – Bouaké)

www.germivoire.net

Comité scientifique de Germivoire

Prof. Dr. Dr. Dr. h.c. Ernest W.B. HESS-LUETTICH
Stellenbosch University Private Bag X1

Dr Gerd Ulrich BAUER
Universität Bayreuth

Prof. Stephan MÜHR
University of Pretoria

Prof. Dakha DEME
Université Cheikh Anta Diop - Dakar

Prof. Serge GLITHO
Université de Lomé - Togo

Prof. Augustin DIBI
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

Prof. Aimé KOUASSI
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

Prof. Paul N'GUESSAN-BECHIE
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

Prof. Djiman KASIMI
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

Prof Kra Raymond YAO
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

Prof Daoud COULIBALY
Université Alassane Ouattara (Bouaké)

Table des matières

Diby Cyrille N'DRI : Erasme contre Machiavel : la problématique de l'unité dans l'agir politique	7
Evariste Dupont BOBOTO : Le pragmatisme de James, quelle lecture additive aujourd'hui ?	25
Charles-Grégoire Dotsè ALOSSE : La norme du droit en Afrique entre la tradition et la modernité	44
Touré Bienvenu METAN : La volonté générale chez Rousseau et le projet d'un État républicain en Côte d'Ivoire	62
Baguissoga SATRA : Identité sociale et identité discursive du narrateur de Allah n'est pas obligé d'Ahmadou Kourouma	85
Thadée Balouhib Somda KPANYAWNE : Pour une valorisation du lecteur	101
Idrissa BA : Le traitement de la Grande Guerre (1914-1918) par l'école de Dakar : bilan et perspectives des recherches	119
Kpassigué Gilbert KONE : L'église catholique dans le Walebo : implantation et évolution 1955-2005	135
Yao Jean Julius KOFFI : Une nouvelle culture dans le nord-est de la Côte d'Ivoire : le roucou (bixaorellana) dans le département de Tanda	150
Yao Jean-Aimé ASSUE : La filière du lait de vache dans l'intégration sociale et économique des allogènes à Bouaké	176
Kpan Noël VEÏ : Dynamique spatio-temporelle de la réserve du Haut Bandama en Côte d'Ivoire	197
Alain François LOUKOU : Niveau de diffusion des TIC dans les établissements d'enseignement de la ville de Bouaké et application du concept « TIC en éducation »	210
Yao Edmond Patrice KOUAKOU : Evaluation des motivations du choix de l'itinéraire thérapeutique des populations de Bouaké	226
Cynthia Ozoua BAILLY : Multipartenariat et captation des ressources dans la lutte contre le sida en Côte D'ivoire: Cas des ONG nationales	245
Bonzallé Hervé SAKOUM : Démocratie et bien-être : le Venezuela, un cas d'école ?	264

Coulibaly Mamadou : El problema de la estructura y las relaciones conceptuales en el estudio del significado de las palabras en semántica léxica	280
Patrice ADICO : Der Entstehungsprozess der physischen Gewalt in Gerhart Hauptmanns Die Weber	299
Paul N'GUESSAN-BECHIE : Le mode de scrutin du Bundestag. Une originalité démocratique qui fait cas d'école dans le monde	316

Editorial

Epars. Oui, épars sont les Textes de cette édition ; donc multiples les regards qui s'y posent. Parce que libre est cette édition, donc pas à thème précis. Mais cette liberté ne saurait signifier libertinage en tant que liberté incontrôlée des options. En effet, les auteurs s'enracinent dans nos espaces d'études : les lettres et les sciences humaines et/ou politiques. Certes, nous sommes une revue d'études germaniques enracinée en terre d'Ivoire, d'où notre dénomination "Germivoire". Mais pour que germent assez de trésors au sein de cette revue, nous avons jugé utile, voire nécessaire d'être dans la mouvance de l'université dans sa version nouvelle, cette université qui n'est plus caractérisée par la clôture étanche de ses composantes (Ufr ou Départements) les unes sur les autres, mais plutôt par l'ouverture les unes sur les autres afin que les passerelles intellectuelles se construisent entre les parcelles du savoir pour que divers cercles de connaissances soient en interconnexion.

Pour paraphraser le prof. Dibi Kouadio Augustin, nous ne voulons pas nous limiter à nous et en nous-mêmes et ainsi tournoyer en nous-mêmes jusqu'à nous noyer en nous-mêmes. En effet, à force de tournoyer sur soi et en soi on court le risque d'épuiser (erschöpfen) ses ressources et de finir par s'épuiser (sich erschöpfen) alors que le penser en tant que l'agir de la pensée est au sens heideggérien l'acte salvateur de puiser (schöpfen) pour rafraîchir les sillons de l'esprit en vue de les préparer à accueillir les semences intellectuelles ou spirituelles dans la confrontation fertile des houes symboliques.

Dans une telle confrontation, la diversité des houes est une richesse pour la production espérée. C'est pourquoi nous saluons les contributions multiformes de cette édition. Ceci témoigne d'une certaine fertilité de la terre intellectuelle universitaire. Cette fertile diversité, nous la voyons en tant que diversité fertile en ce sens que tout esprit ouvert aux sciences communicationnelle, géographique, historique, littéraire, linguistique, philosophique, politique, sociologique, pourra y trouver un terreau fertile pour se cultiver un tant soit peu. En effet, les vingt (20) textes proposés dans cette édition montrent que dans cette quête nouvelle d'émergence pour la plupart

des pays africains, si on ne peut émerger par les lettres, les sciences humaines ou politiques, on ne peut tout de même pas émerger sans elles, du moment où – en tant que voix – elles montrent ou désignent des pistes qui mènent à la voie ou, mieux, aux voies de l'émergence socio-individuelle. En ces textes ici édités que nous puissions donc trouver ou dé-nicher de quoi nourrir nos esprits en quête d'une réelle conscience émergente.

Brahima DIABY

Comité de rédaction

La filière du lait de vache dans l'intégration sociale et économique des allogènes à Bouaké

Yao Jean-Aimé ASSUE, Université Alassane Ouattara (Bouaké)

Résumé

Les allogènes vivant à Bouaké, notamment les Burkinabè, Maliens, Guinéens et Nigériens ont migré en Côte d'Ivoire en vue d'améliorer leurs conditions de vie. Leur insertion socioprofessionnelle ne sera pas toujours aisée comme ils se l'étaient imaginé. Dès leur arrivée, ils sont ainsi exposés à la pauvreté par le manque d'emploi. En vue de trouver une solution à cette paupérisation, ils créent de nouvelles conditions sociales et économiques pour survivre en s'investissant dans des activités informelles telles que la filière du lait de vache. Ces activités génératrices de revenus pour ces allogènes leur permettront d'améliorer leurs conditions de vie en Côte d'Ivoire mais aussi d'investir dans leurs pays d'origine. Cependant, la précarité de l'emploi, le caractère informel de l'activité, la conservation du lait et la non possession de bétail constituent des obstacles pour une autonomie réelle pour ces allogènes.

Mots-clés : Lait - vache - intégration – allogènes

Abstract The alien living in Bouaké, including Burkinabe, Malians, Guineans and Nigerians migrated to Côte d'Ivoire in order to improve their living conditions. Their professional integration is not always easy as they had imagined. Upon arrival, they are exposed to poverty and the lack of employment. In order to find a solution to this impoverishment, they create new social and economic conditions to survive by investing in informal activities such as cow's milk industry. These income-generating activities for these alien will improve their living conditions in Côte d'Ivoire but also to invest in their home country. However, insecurity of land and employment, the informal nature of the activity, the preservation of milk and non-livestock ownership are obstacles to genuine autonomy for these alien.

Keywords: Milk, cow, integration, non-native

Introduction

Dès son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire connaît une certaine croissance qualifiée de miracle ivoirien. Cette période a attiré plusieurs nationalités portant le nombre d'étrangers à 26% dans le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1998. Cette tendance a toujours été à la hausse depuis l'indépendance (18% en 1965, 22% en 1975, 28% en 1988) soutient Prao.¹ Les difficultés économiques amorcées dans les années 1980, la crise militaro-politique de 2002 et la crise post-électorale de 2010 n'ont pas beaucoup changé la donne. Les étrangers restent encore fort nombreux malgré une baisse sensible d'un point soit un taux de 25% dans la population ivoirienne.² Cette forte immigration devrait permettre à ces migrants d'améliorer leurs conditions de vie sur le plan socioéconomique dans leurs pays d'origine. Pérouse de Montclos³ partage cette analyse en ce qui concerne les Maliens ; en effet, il soutient que la migration internationale des Maliens se caractérise par l'origine rurale et la précarité juridique mais aussi économique d'un bon nombre de ses « expatriés Maliens ». Mais contrairement au Document Stratégique de la Pauvreté Ministère du Plan et du Développement (2009)⁴ qui stipule que les étrangers sont plus vulnérables à la pauvreté et Bassepe⁵ qui met en partie l'accent sur le caractère énergétique du lait et les déterminants de la consommation du lait et des produits laitiers au Burkina Faso à partir du marché de Bobo-Dioulasso, notre analyse veut plutôt mettre en relief le caractère d'intégration social et économique du lait de vache chez les allogènes en vue d'améliorer leurs conditions de vie dans leur pays d'accueil et aussi dans leurs pays d'origine. Dès lors, la question suivante s'impose : Le lait de vache peut-il constituer un moyen d'épanouissement économique et social pour les immigrés de la sous-région dans la ville de Bouaké ? Cette question principale, nous autorise à nous poser les questions suivantes : Quel est le profil sociodémographique des commerçants de lait de vache à Bouaké ? Comment la filière de lait de

¹ Cf. Prao S. (2014) : Pourquoi la Côte-d'Ivoire n'a pas une politique d'immigration ?, <http://www.connectionivoirienne.net/102603/cote-divoire-na-pas-politique-dimmigration> consultée le 27/08/15.

² Cf. Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) (2014) : Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), Principaux résultats préliminaires, Abidjan, Secrétariat Technique Permanent du Comité Technique du RGPH, 26 p.

³ Cf. Pérouse de Montclos M.-A. (2012) : « De l'usage politique des remises de fonds des migrants: le cas du Mali », Working Paper du CEPED, n°26, UMR 196 CEPED, Université Paris Descartes, INED, IRD), Paris, Septembre 2012. Disponible sur <http://www.ceped.org/wp>

⁴ Cf. Ministère du Plan et du Développement (2009) : *Stratégie de Relance du Développement et de Réduction de la Pauvreté*, Abidjan, PNUD, 198 P.

⁵ Cf. Bassepe W. S. H (2006) : Commercialisation du lait et des produits laitiers dans la ville de Bobo-Dioulasso : Détermination de la fourchette des prix acceptables, Rapport de stage de fin de première année, option : sociologie et économie rurale, Université Polytechnique de Bobo Dioulasso (UPB), 24 p.

vache réduit-elle le chômage et la pauvreté des allogènes à Bouaké tout en améliorant les conditions de vie de leurs familles dans leurs pays d'origine ? Quelles sont les propositions pour améliorer ces activités liées au commerce de lait de vache ?

Au titre des objectifs, cette étude vise de manière générale à analyser le niveau de vie induit par la filière du lait de vache exercée par les allogènes dans la ville de Bouaké. Au titre des objectifs spécifiques, il s'agit d'identifier le profil sociodémographique des acteurs de lait de vache à Bouaké ; analyser la capacité d'insertion socioéconomique de la commercialisation du lait de vache exercée par les allogènes et proposer des solutions en vue d'améliorer ce commerce.

I- Méthodologie

L'espace d'étude concernée par cette étude est la ville de Bouaké avec ses différents quartiers. Elle est située au Centre de la Côte d'Ivoire à environ 350 Km de la capitale économique Abidjan. Nos enquêtés ont été les vendeurs de lait de vache (majoritairement peuls) de Bouaké. Il s'agit d'une étude qualitative et quantitative à cause des analyses sur le concept de la pauvreté qui a une dimension qualitative et quantitative. Pour ce faire, les personnes-ressources suivantes ont été interrogées : les vendeuses ou vendeurs de lait de vache ainsi que les producteurs et consommateurs. Ne disposant pas de statistiques fiables à ce sujet, nous avons choisi 160 acteurs aléatoires (60 commerçants de lait, 20 producteurs de lait, 40 consommateurs de lait de vache et 40 non consommateurs de lait de vache) aux corridors Nord, Sud, Est et Ouest. Sans oublier les zones d'élevage dans le périurbain à Bouaké.

Tableau 1 : Échantillon relatif aux acteurs de lait de vache

Espaces d'observation	Producteurs	Commerçants	Clients	Non consommateurs	Total
Corridor Nord	5	10	5	5	25
Corridor Sud	5	10	5	5	25
Corridor Est	5	10	5	5	25
Corridor Ouest	5	10	5	5	25
Marchés (Dar-es-Salam, grand marché, Belleville et Sokoura)	-	20	20	20	60
Total	20	60	40	40	160

Source : ASSUE, 2014

Cette étude de terrain a été soutenue en amont par une recherche documentaire qui nous a permis de faire le bilan sur ces deux activités et en

relever les insuffisances. Les bibliothèques du centre culturel de Bouaké, du CNRA et la webographie nous ont été utiles pour collecter les informations relatives à l'activité de lait de vache.

II- Résultats

2.1 Le profil sociodémographique des commerçants de lait de vache

2.1.1 La Typologie des systèmes de production de lait de vache

Dès 1990, le Programme d'Ajustement Structurel (PAS), mis en place pour résoudre la crise économique, s'est étendu à tous les secteurs. Au niveau agricole, le Programme d'Ajustement Structurel Agricole (PASA) a induit de nombreuses réformes qui ont conduit l'État à se désengager des secteurs productifs au profit du secteur privé selon Coulibaly.⁶ En vue d'améliorer ce secteur, le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) va promouvoir le développement de l'élevage en Côte d'Ivoire. Ainsi, les systèmes de production seront améliorés grâce aux recherches du CNRA. Il existe trois types de systèmes qui sont : le système traditionnel, le système traditionnel amélioré et le système moderne souligne le CNRA.⁷ L'élevage traditionnel des bovins est pratiqué sous la forme d'élevage sédentaire et d'élevage transhumant. L'élevage sédentaire est caractérisé par la conduite collective du troupeau regroupé au sein des pâturages villageois et confiés à la garde de bouviers d'origine sahélienne. Dans ce système, le lait est utilisé pour rémunérer les bouviers. L'élevage transhumant est beaucoup homogène que le système sédimentaire. La taille moyenne des troupeaux est de l'ordre de 15 bêtes à 500 animaux.⁸ Ici, le lait est utilisé pour nourrir le propriétaire du troupeau et c'est pendant la saison sèche qu'ils arrivent dans la région de Gbêkê. Le système traditionnel amélioré résulte d'une intensification progressive du système traditionnel. L'adoption des améliorations proposées reste conditionnée par la disponibilité régulière des intrants (vétérinaires, aliments, complémentaires, matériel génétique). La valorisation économique des efforts de l'éleveur au travers de circuits de commercialisation performant et l'accès à un crédit adapté, facteur important de cette première intensification. Ces élevages se trouvent sur l'ensemble du pays mais avec une plus forte concentration en région centre et centre-nord. Dans ce système le salaire est distinct de la recette tirée de la vente de lait. Ce lait fait

⁶ Cf. Coulibaly D. (2013) : Politique de développement de l'élevage en Côte d'Ivoire, 9ième conférence des Ministres africains en charge des Ressources Animales, Direction de la Planification et des Programmes (DPP), Abidjan, 13 p.

⁷ Cf. CNRA (2009) : Le CNRA en 2008, Centre National de Recherche Agronomique, Abidjan, Côte d'Ivoire, 42 p.

⁸ Cf. CNRA (2009) : Le CNRA en 2008, Centre National de Recherche Agronomique, Abidjan, Côte d'Ivoire, 42 p.

généralement l'objet d'une faible transformation et est revendu sur le marché de proximité. Ici la production de lait est encore plus importante que dans le système traditionnel.

Quant au système moderne, il se fait sur les ranchs, les stations d'État et les grands élevages privés, mais aussi sous des formes plus modestes mises au point par des projets ou relevant d'initiatives privés. La production locale de lait de vache dans ce système est très importante car il y a des vaches uniquement laitières qui ont une capacité très grande de production de lait. La photo 2 est une illustration de ce système moderne.

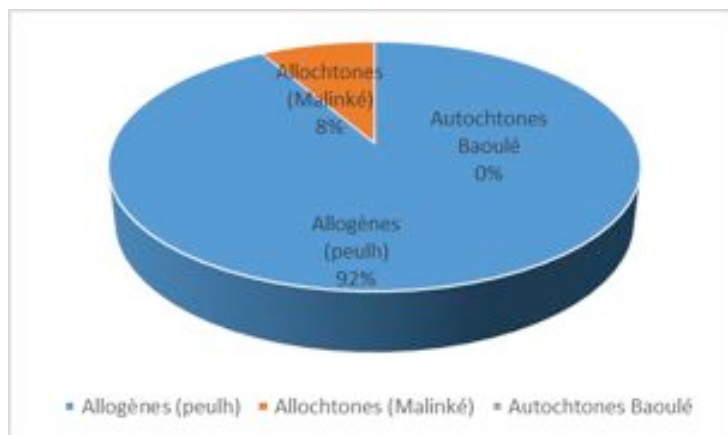
Photo 2 : Vache laitière



Ces vaches sont suivies par des vétérinaires et le lait produit est contrôlé par ces derniers. Les risques de contamination sont donc réduits. Mais depuis la crise du 19 septembre 2002, le système moderne de la région de Gbéké a disparu avec la destruction du cheptel du CNRA.

2.1.2 Le profil sociodémographique des acteurs de la filière de lait de vache

Les commerçants de lait de vache que nous avons rencontrés sont pour la plupart des allogènes (non nationaux) et allochtones (Ivoiriens et non natifs du centre de la Côte d'Ivoire).

Figure 1 : Profil social des commerçants de lait de vache

Source : Nos enquêtes, 2014

En observant ce graphique, aucun autochtone c'est-à-dire un Ivoirien de l'éthnie Baoulé de la ville de Bouaké (où se déroule l'étude) ne s'adonne à cette activité de commercialisation de lait de vache. Ceci peut s'expliquer par le fait que les populations Baoulé n'ont pas une tradition d'éleveurs mais d'agriculteurs.

En parlant des acteurs de la commercialisation du lait de vache, la plupart des personnes rencontrées sont des étrangers (peuls) soit 92 % ayant des parents ou maris bouviers. La photo 1 montre une femme Peule dont le mari est bouvier entrain de traire du lait. En effet, la présence de ces nombreux peuls s'explique par le fait que l'État a décidé de recourir aux Peuls pour impulser la production pastorale en mettant en place une politique d'accueil attractive de ces pasteurs désormais encouragés à se fixer en Côte d'Ivoire.⁹ Cette femme sur la Photo 1 va commercialiser une partie de ce lait qu'elle va extraire de satisfaire sa consommation et commercialiser le reste.

⁹ Cf. Diallo Y. (2007) : « Les Peuls, les Sénoufo et l'État au nord de la Côte d'Ivoire. Problèmes fonciers et gestion du pastoralisme. », Bulletin de l'APAD [En ligne], 10 | 1995, mis en ligne le 17 juillet 2007, Consulté le 31 juillet 2015. URL : <http://apad.revues.org/1131>.

Photo 1 : Trait de lait de vache d'une femme Peul



Les 8 % restant relèvent de personnes provenant du Nord de la Côte d'Ivoire. Elles sont de l'ethnie Sénoufo ou Tagbana venant toutes du Nord de la Côte d'Ivoire. Ces vendeurs de lait de vache sont composés à 98 % de femmes majoritairement peuls.

3. Le lait de vache dans la stratégie d'amélioration des conditions de vie des allogènes à Bouaké

Le lait de vache constitue une source de revenus et d'emplois pour certains non nationaux qui ont des difficultés à se trouver un emploi en Côte d'Ivoire à cause de leur manque de qualification selon Diallo.¹⁰

3.1 Le lait de vache comme obstacle au chômage et à la pauvreté

Le lait de vache constitue une filière d'insertion socioprofessionnelle pour une catégorie d'étrangers. Cette filière dispose d'un réseau de distribution et de commercialisation.

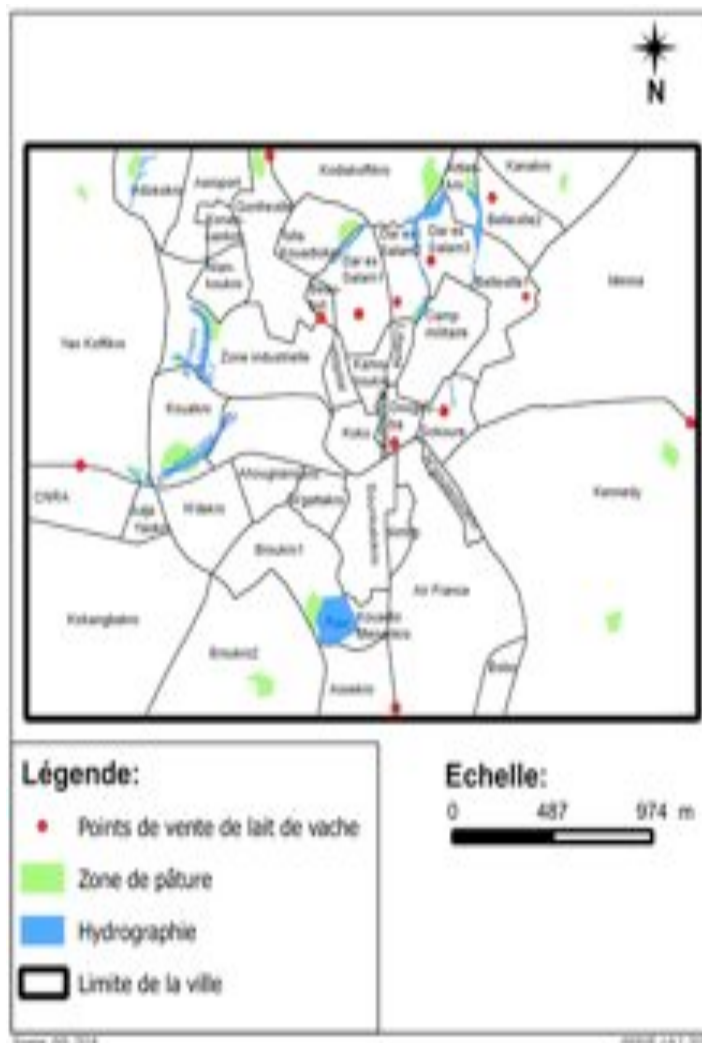
3.1.1 La distribution et la commercialisation

Le circuit de distribution de lait et produits laitiers d'origine locale est assuré par le système informel. Elle se fait par vente directe du producteur au consommateur. La vente est effectuée très souvent (à 98%) par les femmes peules. Directement, ou à partir de points de concentration bien établis comme l'indique la carte 1 qui suit. Elles écoulent l'ensemble de leurs marchandises auprès d'autres femmes peules ou à des colporteurs peuls qui revendent en centre-ville. La vente au consommateur se fait sur des points fixes (grand marché, au deuxième carrefour du quartier Beaufort, en face du

¹⁰ Cf. Diallo Y. (2007) : « Les Peuls, les Sénoufo et l'État au nord de la Côte d'Ivoire. Problèmes fonciers et gestion du pastoralisme. », Bulletin de l'APAD [En ligne], 10 | 1995, mis en ligne le 17 juillet 2007, Consulté le 31 juillet 2015. URL : <http://apad.revues.org/1131>

collège Avenir à "Sagabo" et par des marchandes peules ambulantes. La carte 1 illustre les différents points de vente de lait de vache. À travers cette carte, les points de vente sont concentrés dans la partie Nord de la ville. Ces points de vente sont localisés dans les marchés du Nord qui sont très actifs et tous les autres marchés de la ville sans oublier les vendeurs ambulants.

Carte 1 : Les points de vente de lait de vache et zone de pâture dans le périurbain



En effet, suite à la crise militaro-politique qui a consacré la partition du pays en deux, les espaces peuplés sont restés les quartiers du Nord de la ville à forte domination malinké. Le périurbain abrite les pâturages (en vert sur la carte) pour les bovins. La présence qui ceinture la ville de Bouaké favorise la divagation des animaux dans les quartiers : et souvent même dans les

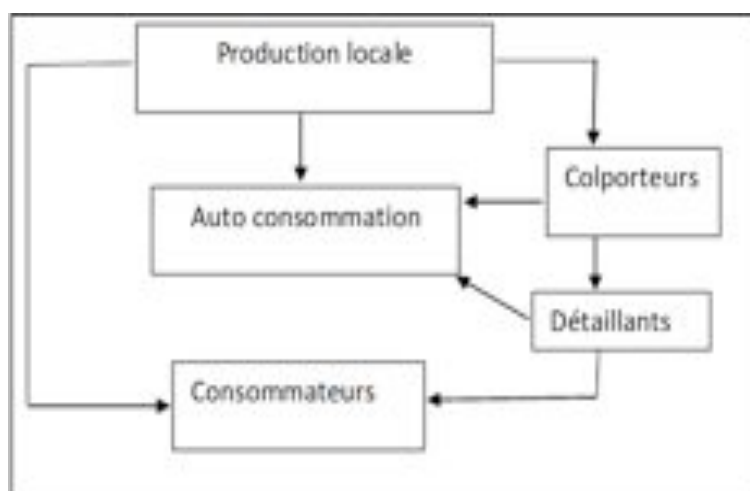
quartiers de type résidentiel comme Kennedy, Municipal, Air France 3 qui sont situés à la périphérie.

Un deuxième circuit de distribution est représenté par les colporteurs-collecteurs. Ils prennent en charge le lait d'un ou plusieurs producteurs relativement éloignés de la ville et, à vélo, plus rarement à motocyclette, réalisent la distribution auprès de clients abonnés : c'est la méthode la plus fréquente à partir des parcs d'élevage de Bouaké. Les colporteurs-collecteurs regroupent leur marchandise généralement autour l'abattoir de Bouaké et à la gare de Béoumi et Maradiassa.

Toute la chaîne de la filière lait de vache, c'est-à-dire de la production à la commercialisation, est dominée par les allogènes (non Nationaux). Cette faible présence des Ivoiriens relève du fait que les Ivoiriens n'ont pas une culture d'éleveurs.

Au niveau de la commercialisation, les principaux acteurs sont : le producteur, le colporteur (collecteur-colporteur), le détaillant et enfin le consommateur. Le nombre d'opérateurs impliqués dans ce type de circuit est important comme l'indique la figure 2. Ces acteurs restent l'une des caractéristiques de l'économie informelle. Il permet de satisfaire la demande partout où elle se manifeste. Les collecteurs-colporteurs jouent un rôle essentiel dans la survie de la filière de lait basée sur la production locale. Le circuit informel assure l'essentiel des ventes du lait et produits laitiers produits localement.

Figure 2 : Circuit de distribution du lait de vache



Source : Nos enquêtes, 2014

Cette figure permet de retenir qu'à tous les niveaux de la chaîne de distribution, l'on consomme le lait de vache. En d'autres mots, les acteurs impliqués ont une culture de consommateur de lait de vache depuis le producteur en passant par le collecteur-colporteur et détaillant jusqu'aux consommateurs. Certains consommateurs et détaillants se rendent directement chez le producteur afin d'acheter eux-mêmes leur consommation. Excepté ces acteurs de la chaîne, le producteur livre sa production au collecteur qui joue aussi le rôle de colporteur pour revendre sa production auprès des détaillants. Ces détaillants à leur tour, vont vendre sur le marché le lait de vache.

3.1.2 La filière de lait de vache : une stratégie d'adaptation et de survie pour les allogènes à Bouaké

Les nombreux allogènes venus en Côte d'Ivoire suite à des crises économiques et aussi sociales telles que la pauvreté et le chômage sont confrontés à ces mêmes problèmes pour lesquels ils ont immigré faute de qualification. En effet, depuis les années 1980, la Côte d'Ivoire connaît des difficultés économiques qui auront pour corollaire le chômage et la pauvreté. Sans emploi, ils sont victimes du chômage et de la pauvreté. Face à cette donne, les immigrants n'ont d'autres choix que de se contenter d'une insertion dans le secteur informel. En effet, ils sont peu alphabétisés, mais ils constituent une population jeune, active et occupée à 99 %, soit dans l'agriculture, soit dans l'informel soutient Bouquet.¹¹ Le secteur lait de vache reste une porte ouverte pour ces populations peules immigrées en Côte d'Ivoire compte tenu de la production de lait de vache à Bouaké. Selon le CNRA¹² l'amélioration de la production laitière est basée sur l'utilisation de vaches laitières issues de croisements entre les races locales, notamment la *N'Dama* et les races exotiques laitières (Jersiais, Abondance, Fleckvieh). La production de lait a ainsi évolué, passant d'environ 3 litres par jour pour la vache *N'Dama* à 5,3 à 7 litres par jour pour les vaches métisses *N'Dama x Jersiais* et 6 à 8 litres pour les vaches métisses *N'Damance (N'Dama x Abondance ou Fleckvieh)*. Ainsi un détenteur de 5 vaches métisses *N'Dama x Jersiais* peut avoir un rendement de 26,5 à 35 litres par jour. Et celui qui possède 5 vaches métisses *N'Damance (N'Dama x Abondance ou Fleckvieh)* aura une production laitière de 30 à 40 litres de lait par jour. Et ceux qui ont encore les vaches de type *N'Dama* produisent 15 litres de lait pour 5 vaches.

¹¹ Cf. Bouquet C. (2003) : Le poids des étrangers en Côte d'Ivoire / The importance of foreigners in Ivory Coast. In: Annales de Géographie. 2003, t. 112, n°630. pp. 115-145.

¹² Cf. CNRA (2009) : Le CNRA en 2008, Centre National de Recherche Agronomique, Abidjan, Côte d'Ivoire, 42 p.

À partir de ces productions et en nous référant aux prix du litre de lait, l'on peut évaluer le revenu des acteurs de la filière lait de vache. Les revenus sont donc intéressants pour tous les acteurs de la filière comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 2 : Revenu par litre de lait de vache à Bouaké

Revenu du producteur par litre de lait de vache	Revenu du colporteur par litre de lait de vache	Revenu du détaillant par litre de lait de vache
200 francs CFA (0,30 Euro)	300 francs CFA (0,46 Euro)	400 francs CFA (0,61 Euro)

Source nos enquêtes, 2014

En nous référant à ce tableau, un producteur qui produit 50 litres de lait par jour (selon le type de vache), il obtiendra 10 000 francs CFA par jour ; soit l'équivalent de 15,38 Euros par jour. Le revenu mensuel pour une période de 30 jours serait évalué à 300 000 francs CFA soit 461,53 Euros. Au niveau des colporteurs ou collecteurs-colporteurs, le revenu mensuel sera estimé à 450 000 Francs CFA (soit 650,30 Euros) pour 50 litres de lait de vache vendus. Les détaillants en majorité des femmes peules auront un revenu théorique de 600 000 francs CFA soit 923,07 Euros par mois à l'image de cette femme peule (Photo 3).

Photo 3 : Une vendeuse de lait de vache



Nous parlons de revenus théoriques pour les colporteurs et détaillants car souvent la totalité de lait de vache n'est pas vendue. Cependant, toutes les parties, c'est-à-dire colporteurs et détaillants, vendent en moyenne 35 à 40 litres de lait par jour. Certains de ces détaillants ont des clients fixes. Si l'on part du principe de la vente de la moyenne de 35 litres au-moins par jour, le

revenu mensuel pour le colporteur sera de 315 000 francs CFA soit 484,61 Euros et de 646,15 Euros soit 420 000 francs CFA. Certains grands producteurs et colporteurs peuvent livrer plus de 60 litres de lait par jour. La difficulté majeure se trouve du côté des détaillants qui souvent éprouvent des difficultés à écouler la marchandise (lait de vache).

En résumé, la filière lait de vache peut constituer un atout dans l'amélioration des conditions de vie des allogènes à Bouaké. La capacité de l'élevage à garantir de meilleures conditions de vie est attestée par Coulibaly¹³ qui estime que l'élevage, en tant qu'activité de production, s'inscrit dans la même dynamique de sortir ou éviter que les hommes et les femmes rentrent dans le cycle vicieux de la pauvreté qui touche en majorité les populations rurales (62,45%) et de plus en plus celle des villes (24,5%).

3.2 Le lait de vache dans la mise en place de projets à Bouaké et dans les pays d'origine

Le lait de vache permet non seulement aux familles de résoudre le problème de chômage et la pauvreté en Côte d'Ivoire mais elle permet aussi à leurs familles respectives au Mali, en Guinée, au Niger et au Burkina Faso d'améliorer leurs conditions de vie mais aussi de réaliser des projets dans ces pays. L'analyse de ce tableau qui suit permet d'affirmer que la plupart des investissements sociaux sont faits dans le pays d'origine des migrants 75,72% contre 24,28% en Côte d'Ivoire. Il s'agit pour eux de vivre le plus modestement possible en limitant les dépenses. Ce choix conduit certains à vivre en dessous du seuil de pauvreté soit moins de 661 francs CFA établi par le Ministère du Plan et du Développement.¹⁴ Cette stratégie d'investir dans leurs pays d'origine est commune à tous les immigrants dans le monde soutient la Direction de la stratégie, département des politiques générales de l'AFD.¹⁵ Il s'agit tout simplement d'épargner dans le pays d'accueil afin de soutenir et investir dans leurs pays d'origine. Ce qui permet à leurs familles respectives d'améliorer sur le plan qualitatif et quantitatif leurs conditions de vie. Les investissements vers les pays d'origine restent plus élevés que les investissements en Côte d'Ivoire. Ceci n'est pas une singularité ou un manque d'intérêt pour le pays d'accueil comme l'atteste la Direction de la

¹³ Cf. Coulibaly D. (2013) : Politique de développement de l'élevage en Côte d'Ivoire, 9ième conférence des Ministres africains en charge des Ressources Animales, Direction de la Planification et des Programmes (DPP), Abidjan, 13 p.

¹⁴ Cf. Ministère du Plan et du Développement (2009) : *Stratégie de Relance du Développement et de Réduction de la Pauvreté*, Abidjan, PNUD, 198 P.

¹⁵ Cf. Direction de la stratégie, département des politiques générales de l'AFD (2004) : Migration et phénomènes migratoires, Flux financiers, mobilisation de l'épargne et investissement local, AFD, Paris, 241 p.

stratégie, département des politiques générales de l'AFD.¹⁶ En effet, travaillant dans le secteur informel, aucun des acteurs interrogés n'envisage créer une PMI (Petite et Moyenne Industrie) en Côte d'Ivoire. Par contre, si l'occasion se présente à eux, en étant bien encadré, ils en créeront dans leur pays d'origine. En Côte d'Ivoire, au titre de leurs priorités dans le domaine social, il s'agit en premier de l'épargne (44%) qui permet d'avoir de la liquidité en lieu sûr dans les structures de microfinance afin d'agrandir leur commerce et de répondre aux attentes de la famille à Bouaké et des parents restés dans leurs pays d'origine.

Tableau 3 : Investissements et projets des acteurs de la filière lait de vache en Côte d'Ivoire et dans leurs pays d'origine selon nos enquêtes

Côte d'Ivoire				Pays d'origine des peuls			
Bien-être social (%)		Investissement (%)		Bien-être social (%)		Investissement (%)	
Scolarisation Des enfants	22	Agriculture	35	Scolarisation Des enfants	78	Agriculture	65
Construction de logements	33	Achat de vaches laitières	35	Construction de logements	67	Achat de vaches laitières	65
Soins de santé	12	Commerce	24	Soins de santé	88	Commerce	76
Accès à l'eau potable	34	Augmenter le cheptel	55	Accès à l'eau potable	66	Augmenter le cheptel	45
Accès à l'électricité	17	Faire une production industrielle	-	Accès à l'électricité	83	Faire une production industrielle	100
Charges familiales	08	Le transport	45	Charges familiales	92	Le transport	55
Épargne	44	Actions politiques	-	Épargne	56	Actions politiques	100
Moyenne	24,28		27,71		75,72		72,29

Source : Nos enquêtes, 2014

¹⁶ Cf. Direction de la stratégie, département des politiques générales de l'AFD (2004): Migration et phénomènes migratoires, Flux financiers, mobilisation de l'épargne et investissement local, AFD, Paris, 241 p.

Et les 54% sont investis dans leur pays d'origine. Ensuite, suivent l'accès à l'eau potable (34%) et la construction de logement (33%). La scolarisation des enfants est placée en quatrième position. Ce qui signifie que tous leurs enfants n'ont pas accès à l'éducation car la plupart de ces enfants exercent dans la filière avec eux. Cette pratique va se heurter à la nouvelle loi qui rend l'école obligatoire. « Les parents qui violent la présente loi qui impose la scolarisation obligatoire, ces parents malheureusement pourront subir une peine de prison de 2 à 6 mois et une amende » pouvant aller jusqu'à 500.000 F CFA (762 euros) ou « l'une ou l'autre de ces deux peines seulement », a déclaré le porte-parole du gouvernement Bruno Koné, lisant un communiqué à l'issue du Conseil des ministres mercredi 29 juillet 2015. Cette mesure devrait entrer en vigueur dès la rentrée scolaire prochaine, à savoir 2015-2016¹⁷. Si à première vue, ces allogènes semblent ne pas s'intéresser à l'éducation de leurs enfants, ils affirment scolariser d'autres enfants au pays natal où le reste du budget (78%) y est affecté. La dernière rubrique à laquelle ils s'intéressent est relative aux charges familiales (08%) c'est-à-dire les dépenses domestiques contre 92% de charges familiales au pays natal. Cette stratégie leur permet de dépenser moins en Côte d'Ivoire en vue de pouvoir répondre aux charges familiales de la famille restée au pays natal.

Au chapitre des investissements dans leurs pays d'origine, la totalité des enquêtés (100%) envisagent créer une PMI (Petite et Moyenne Industrie) ou soutenir des actions politiques dans leurs pays d'origine. S'ils restent vagues sur les questions ou ne disent pas vouloir jouer un rôle politique de premier plan, ils pensent apporter une petite contribution à la démocratie chez eux par leurs idées et des cotisations pour le parti. La deuxième priorité reste le commerce avec 76% des investissements consacrés à cet effet. En Côte d'Ivoire, ils investissent 24 % dans le commerce de taxis et taxis motos, l'acquisition de nouvelles vaches et d'autres activités informelles. Ensuite, suivent les investissements de 65% pour l'agriculture et l'achat de bêtes dans leurs pays d'origine qui constituent des sources de richesses importantes pour le développement économique de ces populations restées sur place et pour le retour de l'immigré de Côte d'Ivoire. Et enfin, les investissements dans le transport (55%) et augmenter le cheptel (45%). Ces faibles taux s'expliquent par les efforts consentis dans le même domaine en Côte d'Ivoire pour vivre décemment.

En résumé, plus de 72 % des investissements sociaux et économiques des allogènes de la filière lait sont concentrés dans leurs pays d'origines aux fins

¹⁷ <http://www.jeuneafrique.com/251961/societe/ecole-obligatoire-cote-divoire-jusqua-6-ans-de-prison-parents-refusent-dinscrire-leurs-enfants/> consultée le 26/08/ 2015

d'améliorer les conditions de vie des parents qui y sont restés et aussi préparer leur futur retour au pays. La filière lait de vache reste donc un moyen d'intégration sociale par la réduction du chômage des allogènes et un moyen d'épanouissement financier car la filière les préserve de la pauvreté et l'extrême pauvreté. Quelles sont les difficultés de la filière et quelles solutions envisageables ?

3.3 Les difficultés de la filière lait de vache

3.3.1 Du conditionnement à la commercialisation

Les conditions de travail des acteurs de lait de vache sont difficiles et souvent peu hygiéniques. En effet, le lait est souvent traité à l'air libre sans se préoccuper des conditions d'hygiène. Les vases utilisées pour recueillir le lait ne sont pas toujours propres et pourraient être des vecteurs de propagations de microbes. Cet état de fait constitue un obstacle pour la consommation de lait de vache chez les non consommateurs de lait de vache. Ensuite, il faut ajouter les conditions de transport du lait qui se fait à moto dans des bidons et bien souvent dans des conditions souvent difficiles. Quand le lait est livré, il est vendu par les détaillants sur le marché local ou aux corridors, exposé au soleil. Une fois encore les conditions d'exposition du lait au soleil et à la poussière posent des problèmes d'hygiène.

Par ailleurs, quand le lait n'est pas vendu, la conservation pose problème car les détaillants n'ont pas très souvent des réfrigérateurs. Le lait devient ainsi un aliment toxique s'il n'est pas consommé.

La filière lait de vache est tout comme de nombreux commerces une activité du secteur tertiaire et n'est pas organisée. Cette inorganisation reste une entrave au développement de ce commerce. En effet, aucun *territoire de vente* n'appartient à un détaillant donné. Ce qui entraîne un désordre spatial où chaque commerçant use d'une stratégie de marketing pour aborder les clients aux abords des routes. Excepté la clientèle fidélisée, l'absence de *territoire de vente* et la forte concurrence constitue un obstacle à l'expansion de ce commerce.

En guise de solution, aux problèmes de conservation et du caractère informel de la filière, la professionnalisation du secteur pourrait en grande partie résoudre le problème. La professionnalisation signifie sortir de l'informel et transformer la filière en Petite et Moyenne Industrie en formant tous les acteurs de la filière. Professionnaliser signifie également créer des organisations professionnelles pour la production, la conservation et la commercialisation du lait de vache. Cette professionnalisation pourra ainsi bénéficier de l'appui de l'État ivoirien car le pays n'est pas encore auto-

suffisant en produits laitiers.¹⁸ Cette professionnalisation n'exclut pas les allogènes qui maîtrisent mieux cette filière.

3.3.2 Le conflit éleveur-agriculteur

Selon Diallo¹⁹, la question de conflits entre éleveurs et agriculteurs fragilise le développement de l'élevage et par ricochet la filière lait de vache qui limite la liberté des bouviers. Dans la plupart des conflits, les bovins détruisent des cultures agricoles et entraînent des conflits dont les conséquences peuvent être la destruction de cheptel ou des morts d'hommes. Selon nos enquêtés, dans le périurbain de Bouaké, les villageois ou les acteurs de l'agriculture périurbaine les accusent de détruire leurs cultures vivrières ou maraichères. Face aux nombreux problèmes de cette filière, Coulibaly²⁰ estime que la maîtrise de l'eau pour l'abreuvement des animaux et la gestion de la transhumance et des parcours ainsi que le renforcement des services rendus aux producteurs (formation, conseil, accès aux intrants, accès au financement) pourraient redynamiser le secteur de l'élevage en Côte d'Ivoire. Une autre solution qu'il préconise est la vulgarisation des technologies améliorées ainsi que la valorisation du métier de l'éleveur. Ces mesures si elles sont prises en compte peuvent améliorer les conditions de vie et revenus des éleveurs tant nationaux que non nationaux car la politique nationale pour le développement de l'élevage intègre les non-nationaux.

III- Discussion

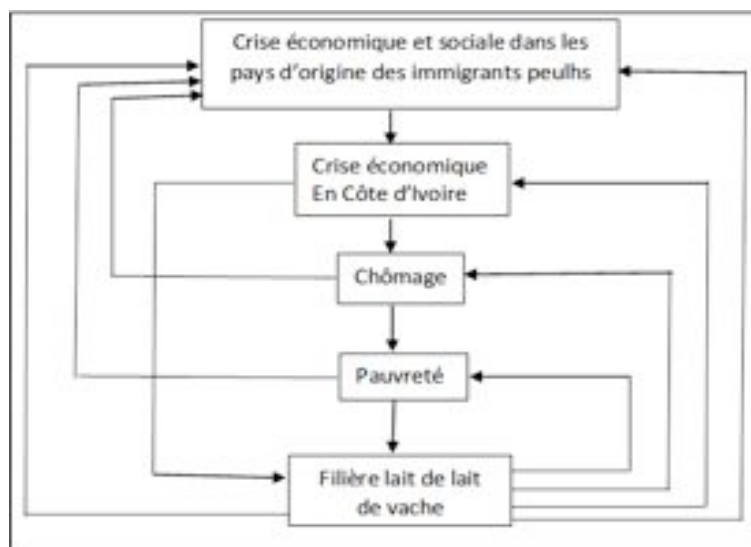
Notre analyse se bâtera autour de la question suivante : Le lait de vache peut-il véritablement constituer un moyen d'amélioration des conditions de vie des allogènes en Côte d'Ivoire et dans leurs pays d'origine ? La figure 3 qui suit illustre la problématique de la capacité de la filière lait de vache à améliorer les conditions de vie des immigrants et de leurs familles en Côte d'Ivoire et dans leurs pays d'origine. Immigrés en Côte d'Ivoire à la suite de crises économiques, les immigrants seront à nouveau fragilisés en Côte d'Ivoire par le chômage qui va les plonger dans une situation de pauvreté.

¹⁸ Cf. CNRA, 2009, Le CNRA en 2008, Centre National de Recherche Agronomique, Abidjan, Côte d'Ivoire, 42 p.

¹⁹ Cf. Diallo Y., 2007, « Les Peuls, les Sénoufo et l'État au nord de la Côte d'Ivoire. Problèmes fonciers et gestion du pastoralisme. », Bulletin de l'APAD [En ligne], 10 | 1995, mis en ligne le 17 juillet 2007, Consulté le 31 juillet 2015. URL : <http://apad.revues.org/1131>

²⁰ Cf. Coulibaly D., 2013, Politique de développement de l'élevage en Côte d'Ivoire, 9^{ème} conférence des Ministres africains en charge des Ressources Animales, Direction de la Planification et des Programmes (DPP), Abidjan, 13 p.

Figure 3 : Problématique de la filière de lait de vache



Source : ASSUE, 2014

Cette condition de précarité et donc de pauvreté justifie les conclusions du DRSP (2009) qui place parmi les plus vulnérables à la pauvreté les étrangers. Cette situation de précarité induit la mise en place de stratégie d'adaptation pour amortir la pauvreté dont ils sont victimes et ensuite trouver des stratégies pour sortir de la pauvreté. Les retombées du lait de vache permet ainsi, de résoudre la question du chômage et de la pauvreté soutient Coulibaly²¹ et enfin d'améliorer les conditions de vie de leurs parents restés dans leurs pays respectifs. Pour Bouquet²², leurs assises financières leur permettront de se présenter comme potentiels candidats dans des élections présidentielles dans leurs pays respectifs. Ils sont certes peu instruits mais peuvent participer souvent à la vie politique locale. Tous les enquêtés peuls sont intéressés par les activités politiques dans leur pays. D'autres études similaires réalisées auprès de Maliens indiquent la volonté des immigrants à s'intéresser à la politique comme le prouvent les analyses de Pérouse de Montclos.²³ Certains de ces immigrants préfèrent vivre dans des conditions de vie très difficiles aux fins de mieux investir dans leurs pays d'origine. Ce choix biaise quelque peu les statistiques nationales qui les considèrent comme des pauvres comme l'atteste le Ministère du Plan et du

²¹ Cf. Coulibaly D. (2013) : Politique de développement de l'élevage en Côte d'Ivoire, 9ième conférence des Ministres africains en charge des Ressources Animales, Direction de la Planification et des Programmes (DPP), Abidjan, 13 p.

²² Bouquet C. (2003) : Le poids des étrangers en Côte d'Ivoire / The importance of foreigners in Ivory Coast. In: Annales de Géographie. 2003, t. 112, n°630. pp. 115-145.

²³ Cf. Pérouse de Montclos M.-A. (2012) : « De l'usage politique des remises de fonds des migrants: le cas du Mali », Working Paper du CEPED, n°26, UMR 196 CEPED, Université Paris Descartes, INED, IRD), Paris, Septembre 2012. Disponible sur <http://www.ceped.org/wp>

Développement²⁴ qui stipule qu'en Côte d'Ivoire, les étrangers font partie des plus vulnérables face à la pauvreté. Mais les devises convoyées vers leurs pays d'origine ne permettent pas de les ranger dans la catégorie des non-pauvres. Penser aux parents restés au pays natal reste un devoir pour de nombreux immigrés. En parlant d'immigrés, Merabet²⁵ soutient selon ses recherches que les destinations des fonds transférés par les immigrés Ivoiriens pour l'entretien des parents ou des frères et sœurs est de l'ordre de 77,6 % contre 55,2 % pour les Ghanéens. Les petits éleveurs qui produisent moins de 10 litres de lait de vache par jour et qui possèdent une famille nombreuse tant en Côte d'Ivoire que dans leurs pays d'origine sont frappés par la pauvreté et leurs familles restées au pays sont également frappées par la pauvreté. Autrement dit, le caractère informel et la pauvreté de certains acteurs de la filière remettent en cause le caractère immuable de cette filière à constituer un obstacle contre la pauvreté. Une autre limite de ce secteur à pouvoir devenir une stratégie infaillible de lutte contre la pauvreté reste la faible consommation du lait de vache par tous les Ivoiriens. En effet, 17 personnes de nos enquêtés sur 20 sont des non consommateurs de lait de vache et estiment que le lait est mal conservé et que les conditions hygiéniques ne sont pas réunies pour qu'elles consomment ce lait. C'est donc 85 % des enquêtés qui ne sont pas prêts à consommer ce lait si les règles d'hygiène ne sont pas respectées ou améliorées. Cette tendance est sensiblement similaire aux résultats du CNRA (2008) qui évalue les consommateurs de lait à 12 % en Côte d'Ivoire. Une plus grande clientèle permettrait aux acteurs de la filière d'améliorer leurs revenus.

Conclusion

À la fin de cette étude, il ressort que la filière lait de vache constitue un domaine pourvoyeur d'emplois pour les allogènes. Cette filière constitue une opportunité de créations d'emplois et de réduction de la pauvreté des allogènes sans emploi. Cette filière permet aussi à ces allogènes d'investir non seulement en Côte d'Ivoire mais également dans leurs pays d'origine aux fins d'améliorer les conditions de vie de leurs familles. Les investissements dans leurs pays d'origine restent énormes compte tenu de la nombreuse famille qu'ils y ont laissée mais aussi pour préparer leur probable retour dans

²⁴ Cf. Ministère du Plan et du Développement (2009) : Stratégie de Relance du Développement et de Réduction de la Pauvreté, Abidjan, PNUD, 198 P.

²⁵ Cf. Merabet O. (2006) : Termes de Référence pour une étude sur le profil migratoire de la Côte d'Ivoire, CONTRAT CADRE EUROPEAID/119860/C/SV/multi Lot 7 LETTRE DE CONTRAT N° 2006/131604 AVEC TRANSTEC, Rapport final, 96 p.

leur pays natal. Malgré les nombreux problèmes de la filière qui peuvent être corrigés, cette filière reste un moyen d'épanouissement social et financier pour de nombreux allogènes.

Bibliographie

Bassep W. S. H (2006) : Commercialisation du lait et des produits laitiers dans la ville de Bobo- Dioulasso : Détermination de la fourchette des prix acceptables, Rapport de stage de fin de première année, option : sociologie et économie rurale, Université Polytechnique de Bobo Dioulasso (UPB), 24 p.

Bouquet C. (2003) : Le poids des étrangers en Côte d'Ivoire / The importance of foreigners in Ivory Coast. In: Annales de Géographie. 2003, t. 112, n°630. pp. 115-145.

Bredeloup S. (2003): « La Côte d'Ivoire ou l'étrange destin de l'étranger », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 19 - n°2 | 2003, mis en ligne le 19 avril 2007, consulté le 20 août 2015. URL : <http://remi.revues.org/461>

CNRA (2009) : Le CNRA en 2008, Centre National de Recherche Agronomique, Abidjan, Côte d'Ivoire, 42 p.

CNUCED (Conférence des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement), 2013, rapport sur l'investissement dans le monde 2013 vue d'ensemble, CNUCED, New York et Genève, 53 p.

Coulibaly D. (2013) : Politique de développement de l'élevage en Côte d'Ivoire, 9^{ème} conférence des Ministres africains en charge des Ressources Animales, Direction de la Planification et des Programmes (DPP), Abidjan, 13 p.

Diallo Y. (2007) : « Les Peuls, les Sénoufo et l'État au nord de la Côte d'Ivoire. Problèmes fonciers et gestion du pastoralisme. », Bulletin de l'APAD [En ligne], 10 | 1995, mis en ligne le 17 juillet 2007, Consulté le 31 juillet 2015. URL : <http://apad.revues.org/1131>

Direction de la stratégie, département des politiques générales de l'AFD (2004) : Migration et phénomènes migratoires, Flux financiers, mobilisation de l'épargne et investissement local, AFD, Paris, 241 p.

- Godet et al (1981) : *La traite et la production laitière dans les troupeaux village sédentaires au nord de la Côte d'Ivoire*. Rev. Elev. Re. Vet. Pays trop. , 34 : 36-71
- Guerrand E. (1995) : *Étude des systèmes de production produisant du lait en périphérie de Bobo-Dioulasso : Impact d'un projet de développement laitier*. Mémoire de fin d'étude Montpellier : CNEARC/EITARC, 64P.
- Hoste, c. et al. (1983) : *Etude de la production laitière et de la croissance des veaux de vaches allaitantes N'Dama et Baoulé en Côte d'Ivoire*. I. Estimations des productions laitières. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop. 36 : 197-205.
- Merabet O. (2006) : Termes de Référence pour une étude sur le profil migratoire de la Côte d'Ivoire, CONTRAT CADRE EUROPEAID/119860/C/SV/multi Lot 7 LETTRE DE CONTRAT N° 2006/131604 AVEC TRANSTEC, Rapport final, 96 p.
- Ministère du Plan et du Développement (2009) : *Stratégie de Relance du Développement et de Réduction de la Pauvreté*, Abidjan, PNUD, 198 P.
- N'Diaye. M. (2006) : *Le lait dans les stratégies de diversification des revenus des agro-pasteurs de la région de Fatick*, mémoire de fin d'études, ENSA-Thèse, 87P.
- Olahan A. (2010) : « Agriculture urbaine et stratégies de survie des ménages pauvres dans le complexe spatial du district d'Abidjan », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 10 numéro 2 | septembre 2010, mis en ligne le 29 septembre 2010, consulté le 23 juillet 2015. URL : <http://vertigo.revues.org/10005> ; DOI : 10.4000/vertigo.10005
- Pérouse de Montclos M.-A. (2012) : « De l'usage politique des remises de fonds des migrants: le cas du Mali », Working Paper du CEPED, n°26, UMR 196 CEPED, Université Paris Descartes, INED, IRD), Paris, Septembre 2012. Disponible sur <http://www.ceped.org/wp>
- Prao S. (2014) : Pourquoi la Côte-d'Ivoire n'a pas une politique d'immigration ?, <http://www.connectionivoirienne.net/102603/cote-divoire-na-pas-politique-dimmigration> consultée le 27/08/15

René Metzger et al (FAO) (1995) : *L'approvisionnement des villes africaines en lait et production laitières. Un potentiel pour le développement rural*, (GRET, 100)

Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) (2014) :
Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH),
Principaux résultats préliminaires, Abidjan, Secrétariat Technique
Permanent du Comité Technique du RGPH, 26 p.